

**Cercle de Coopération des ONG de développement du Luxembourg**

a.s.b.l.  
13, av. Gaston Diderich  
L – 1420 Luxembourg

Tél : +352 26 02 09 11  
Fax : +352 26 02 09 26

[www.cercle.lu](http://www.cercle.lu)  
[info@cercle.lu](mailto:info@cercle.lu)



Pour un monde solidaire  
et responsable

## **Publication du 2ème baromètre « FairPolitics » sur la cohérence des politiques luxembourgeoises pour un développement équitable et durable.**

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2014 – **Communiqué de presse**

### **Résumé :**

*Avant la déclaration annuelle sur la politique de coopération et d'action humanitaire par Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, et le débat à la Chambre le 15 octobre 2014, le Cercle de Coopération des ONG de développement publie son 2<sup>ème</sup> baromètre soulevant des exemples concrets d'incohérences des politiques luxembourgeoises par rapport au développement équitable et durable.*

### **La cohérence des politiques par rapport au développement : qu'est-ce que c'est ?**

La cohérence des politiques pour le développement signifie qu'une décision politique prise dans n'importe quel domaine ne peut pas être en contradiction avec les efforts entrepris dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. **Pour ne pas donner avec une main et reprendre avec l'autre.**

Contrairement à ce que l'on pense souvent, il ne s'agit donc pas de rendre la politique de coopération du Luxembourg cohérente avec les autres politiques, mais – au contraire – de rester vigilant quant à l'impact potentiellement négatif sur le développement de pays et de populations vulnérables, que peuvent avoir des décisions politiques prises dans d'autres domaines sur le développement de pays et de populations vulnérables et de **ne pas nuire** à leur développement.

La cohérence des politiques pour le développement peut paraître complexe, technique mais en fin de compte, faire des choix politiques justes et cohérents n'est pas seulement une question de bon sens, mais d'abord et surtout une **question de responsabilité et de bonne volonté politique.**

### **Des politiques justes au Luxembourg ?**

Alors que, d'un côté, le Luxembourg s'engage depuis de très nombreuses années dans la lutte contre la pauvreté (et alloue notamment 1% du RNB à l'aide publique au développement), le gouvernement luxembourgeois n'adopte pas d'approche volontariste pour éviter que les politiques mises en œuvre ici au Luxembourg aient des effets contraires sur le développement durable de tous.

Depuis la première publication en 2012, la liste des incohérences s'est allongée et, à part l'exemple d'AGRA<sup>[1]</sup>, alors que le degré de prise de conscience s'est très légèrement amélioré, le niveau d'action du gouvernement reste très faible.

### **Dix exemples d'incohérences – une liste non exhaustive**

Les 10 exemples d'incohérences soulevés dans ce baromètre concernent la politique climatique, les agrocarburants, le Fonds de Compensation, les achats publics, la promotion économique, la spéculation sur les aliments, la justice fiscale, les importations des colonies israéliennes illégales, l'agriculture et le transfert d'économies.

Chaque cas est jugé par rapport à la prise de conscience et à l'action du ministère concerné et du gouvernement. Ce jugement est une appréciation des membres du forum politique du Cercle de Coopération des ONG du Luxembourg.

### **2015 – Année phare pour le Luxembourg**

Les recommandations concrètes formulées dans cette 2<sup>ème</sup> édition du « Fairpolitics » s'adressent au gouvernement national, bien que nombre des thématiques aient également une dimension européenne.

2015 sera un moment charnière pour le développement. Année européenne pour le développement mais aussi présidence européenne du Luxembourg.

Ce sera une occasion unique pour le Luxembourg de confirmer, lors de la présidence du Conseil de l'Union européenne du 2<sup>ème</sup> semestre 2015, son engagement en faveur d'un développement juste et durable, respectant les limites planétaires.

Le Cercle s'attend à ce que le Luxembourg fasse avancer la cohérence des politiques pour le développement également au niveau européen.

Pour plus d'informations :

Christine Dahm, Directrice - [christine.dahm@cercle.lu](mailto:christine.dahm@cercle.lu) - Téléphone : 26 02 09 11.

Le texte complet du baromètre 2014 « FairPolitics » peut être téléchargé sur le site :

[www.fairpolitics.lu](http://www.fairpolitics.lu)

voir aussi court-métrages thématiques sur YouTube :

[https://www.youtube.com/watch?v=vBLAvrjxWM8&feature=youtu.be&list=PLoIHInYyaTU5poOlwWpFUem73tP85\\_EL](https://www.youtube.com/watch?v=vBLAvrjxWM8&feature=youtu.be&list=PLoIHInYyaTU5poOlwWpFUem73tP85_EL)

<sup>[1]</sup> Le gouvernement luxembourgeois a mis fin à son soutien financier à AGRA (« Alliance for a Green Revolution in Africa ») qui était critiqué par la société civile en Afrique et en Europe à cause de ses stratégies agricoles qui vont à l'encontre de l'agriculture durable.